



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT



COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT
DES
CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS
SUR LE
TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Téléphone : (202) 458-2980

Fax : (202) 522-1618

Washington, 21 octobre 2007

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT

1. Nous nous sommes réunis aujourd'hui dimanche 21 octobre 2007 à Washington.
2. Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée d'examiner la future orientation stratégique du Groupe de la Banque mondiale, et nous remercions le président pour son exposé. Nous reconnaissons que l'objectif visant à assurer une mondialisation solidaire et durable peut guider la mission de la Banque qui consiste à promouvoir la croissance économique et à réduire la pauvreté, en particulier en aidant les pays à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Nous accueillons avec satisfaction l'engagement pris par le président d'élaborer et de préciser ce cadre stratégique de façon concertée sous la direction des administrateurs, et nous attendons avec intérêt d'examiner les progrès accomplis à notre prochaine réunion. Nous soulignons l'importance des efforts destinés à renforcer les synergies entre les différentes institutions du Groupe de la Banque en se fondant sur leurs domaines de compétence respectifs.
3. Nous reconnaissons que l'intensification des efforts visant à inclure les laissés pour compte du développement et à leur donner les moyens d'agir, en particulier en Afrique subsaharienne, et la mobilisation active du Groupe de la Banque en faveur des États fragiles ou touchés par un conflit, doivent être des éléments clés de ce cadre stratégique. Nous notons également que l'égalité entre les genres et les droits de la femme sont indispensables à une réduction durable de la pauvreté. Le Groupe de la Banque doit aussi s'assurer que ses activités restent adaptées aux besoins et aux demandes des pays membres à revenu intermédiaire. Nous nous félicitons des progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre de partenariat avec les clients de la BIRD et de la décision prise récemment de simplifier et de réduire la tarification des financements de la BIRD. Nous engageons vivement la Banque à réduire encore le coût non financier du recours à ses services, notamment en s'appuyant davantage sur les systèmes nationaux lorsque les circonstances s'y prêtent.
4. Nous accueillons avec satisfaction le rapport sur le rôle du Groupe de la Banque mondiale dans le domaine des biens publics mondiaux, et nous nous réjouissons de l'importance qu'il accorde à l'intégration des actions visant à promouvoir les biens publics mondiaux dans le cadre de programmes auxquels les pays adhèrent à l'échelon national et régional. Nous soulignons qu'il importe que la Banque relève ces défis mondiaux, tout en faisant preuve de sélectivité, en se concentrant sur son avantage comparatif, en remédiant aux carences institutionnelles et en collaborant étroitement avec d'autres institutions internationales. Nous soulignons l'importance de la mise en place de mécanismes de financement novateurs. Nous encourageons également la Banque à renforcer ses activités de partage du savoir en matière de politique de développement.

5. Nous nous félicitons de l'adoption récente de stratégies dans les secteurs de la santé et des finances. Nous insistons sur l'importance que revêt le succès de la mise en œuvre de la stratégie visant à promouvoir la gouvernance et à lutter contre la corruption.

6. Nous nous réjouissons des progrès accomplis par de nombreux pays à faible revenu qui ont su renforcer leur stratégie de développement et mener à bien des réformes notamment d'ordre institutionnel, et nous notons que de nombreux pays se sont dotés des moyens d'absorber efficacement de plus gros volumes d'aide. Nous soulignons la nécessité de recentrer les stratégies de réduction de la pauvreté sur l'obtention d'une croissance plus robuste, mieux partagée, et tirée par le secteur privé ; de mieux relier ces stratégies aux cadres budgétaires ; et de les mettre dûment en application. Nous réaffirmons l'importance du modèle de développement axé sur le pays, qui repose sur la forte adhésion nationale aux réformes et qui est déterminant pour améliorer l'efficacité et l'harmonisation de l'aide.

7. Nous appelons les donateurs à respecter leurs engagements respectifs d'accroître les apports d'aide au développement, d'en améliorer la prévisibilité, et de s'attaquer aux besoins de financement non couverts pour atteindre les ODM. Nous réitérons notre appel aux bailleurs de fonds qui ne l'ont déjà fait de tenir leurs promesses et de prendre des mesures concrètes pour se rapprocher de l'objectif qu'ils s'étaient fixé de consacrer 0,7 % de leur revenu intérieur brut à l'aide publique au développement. Nous notons que de nouveaux bailleurs de fonds et créanciers apportent aux pays les ressources et les connaissances dont ils ont tant besoin pour se développer, tout en signalant que l'efficacité de ces ressources dépendra de la mesure dans laquelle elles coïncident avec les priorités nationales, ainsi que de l'attachement des créanciers au cadre de viabilité de la dette. Nous encourageons l'application plus large du processus d'amélioration des résultats, de mobilisation des ressources et d'instauration de partenariats. Nous soulignons la nécessité d'une forte mobilisation dans le cadre de la Quinzième reconstitution des ressources de l'IDA pour permettre à l'Association de jouer son rôle fondamental de plateforme face à l'évolution de l'architecture de l'aide. Nous accueillons avec satisfaction les prélèvements très substantiels opérés sur les bénéfices de la BIRD et de l'IFC au profit de l'IDA, et le projet de resserrement de la collaboration entre l'IFC et l'IDA pour promouvoir le développement du secteur privé.

8. Nous notons que la croissance économique mondiale reste vigoureuse et que les turbulences qui ont récemment secoué les marchés financiers n'ont jusqu'ici guère touché directement les pays en développement. Nous engageons vivement les gouvernements à continuer de mettre en œuvre des politiques publiques qui soutiennent le ressort de l'économie et prions instamment la Banque et le FMI d'accompagner et de suivre cet effort.

9. Nous nous félicitons des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre d'investissement pour les énergies propres formulé par la Banque. Nous reconnaissons que l'accès à l'énergie est d'une importance capitale pour la croissance. Nous demandons que le Groupe de la Banque appuie davantage les efforts destinés à faciliter l'accès à des services modernes d'approvisionnement en énergie propre d'un bon rapport coût-efficacité, en particulier pour les groupes de populations les plus défavorisés et les pays d'Afrique subsaharienne. Nous appelons également à élargir la portée des travaux consacrés à la maîtrise de l'énergie et aux énergies renouvelables, et à faciliter l'acquisition et la diffusion de connaissances et de techniques dans ce domaine.

10. Compte tenu de l'ampleur des défis à relever pour s'attaquer aux causes et aux effets du changement climatique, nous appelons la direction de la Banque à formuler un cadre stratégique pour guider l'action du Groupe de la Banque dans ce domaine, en particulier pour aider les pays en développement à s'adapter à l'évolution du climat et à promouvoir une croissance à faible intensité de carbone tout en réduisant la pauvreté. À cet égard, nous exhortons le Groupe de la Banque à renforcer sa coopération et à mieux harmoniser ses activités avec les autres partenaires de développement, sur la base

de leurs avantages comparatifs respectifs, ainsi qu'à faciliter la mobilisation de volumes substantiels de ressources supplémentaires d'origine publique et privée, y compris, au besoin, sous forme de financement concessionnel (via le Fonds pour l'environnement mondial, par exemple). Nous nous félicitons de l'accent mis sur le développement écologiquement durable dans le Rapport de suivi mondial 2008.

11. Nous prenons note de l'avancement de la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) et soulignons la nécessité pour tous les créanciers, y compris ceux qui ne sont pas membres du Club de Paris et les créanciers commerciaux, d'y participer sur une base équitable. Nous insistons sur le fait qu'il importe, comme convenu, de dédommager l'IDA, dollar pour dollar, pour les rentrées de fonds au titre du remboursement de crédits antérieurs auxquelles elle a dû renoncer par suite des initiatives d'allégement de la dette multilatérale et en faveur des PPTE. Nous observons que, indépendamment de l'amélioration des indicateurs de la dette, de nombreux PPTE pourraient continuer d'avoir des difficultés à maintenir durablement à un niveau tolérable leur endettement s'ils prenaient le risque de recourir excessivement à l'emprunt. À cet égard, nous soulignons à quel point il importe que débiteurs et créanciers prennent des décisions rationnelles, guidées par le Cadre de viabilité de la dette établi conjointement par la Banque et le FMI, et que les pays renforcent la gestion de leur dette publique pour prévenir l'accumulation par les PPTE de nouvelles dettes au-delà du niveau d'endettement tolérable. Nous nous félicitons des mesures prises par le Groupe des organismes de crédit à l'exportation des pays de l'OCDE pour formuler des directives de financement durable conformes au Cadre de viabilité de la dette.

12. Nous réitérons notre ferme appui à une intensification des efforts déployés afin de parvenir à un accord sur un ambitieux programme propice à la croissance dans le cadre des négociations multilatérales de Doha. Nous insistons sur la nécessité d'intégrer le commerce et la compétitivité dans les stratégies de développement nationales, tout en accroissant l'appui accordé au titre de l'Aide à la facilitation des échanges, ainsi que l'ont proposé la Banque et le FMI.

13. Nous accueillons avec satisfaction le rapport sur les choix possibles pour renforcer la voix et la représentation. Nous reconnaissons que les parties prenantes devront tenir de plus amples consultations pour parvenir à un consensus politique sur une proposition d'ensemble et nous attendons avec intérêt la présentation en temps opportun d'un rapport sur les progrès accomplis.

14. Nous constatons avec satisfaction que les Administrateurs de la Banque poursuivent, avec la direction, leur examen de la gouvernance de la Banque et la réforme de certains de ses aspects fondamentaux.

15. Nous prenons note du Plan d'action conjoint préparé par la Banque mondiale et par le FMI, qui fait suite aux travaux du Comité d'examen extérieur sur la collaboration entre la Banque et le FMI.

16. Nous souhaitons la bienvenue à M. Robert B. Zoellick qui a récemment assumé les fonctions de Président de la Banque mondiale et nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec lui. Nous remercions M. Paul Wolfowitz de sa contribution aux travaux de la Banque mondiale. Nous exprimons notre profonde reconnaissance à M. Rodrigo de Rato pour l'action qu'il a menée à la tête du FMI et nous nous félicitons du choix de son successeur, M. Dominique Strauss-Kahn.

17. La date de la prochaine réunion du Comité, qui se tiendra à Washington, est fixée au 13 avril 2008.